

"L'accord [...]" « atteindra son potentiel historique seulement si les Nations tiennent à leurs promesses

»,

a

déclaré

Better-Aid,

coalition

de

plus

de

1

700

organisations

non

gouvernementales

qui

exprime

son

« regret

parce

que

l'accord

ne

comprend

pas,

apparemment,

des

engagements

ou

des

actions

spécifiques ».

« Il y a trop de questions en suspens, » souscrit Gregory Adams, de l'Agence d'aide internationale d'Oxfam.

Adams
a
déclaré
qu
,
"un
milliard
de
personnes
pauvres
attends
plus
que
des
mots
:
ils
veulent
une
action
mesurable
».

La déclaration de Busan souffre d'une « insoutenable légèreté », a accusé ODA Watch, une organisation de la Corée du Sud.
"Alors que des efforts importants ont été faits et des résultats atteints vers une

Association
inclusive
[entre
les
donateurs
et
les
bénéficiaires
de
l'aide],
il
existe
encore
beaucoup
de
restrictions,
»
selon
a
signalé
le
groupe
dans
une
déclaration.

La déclaration indique que les principes, les engagements et les actions réalisées à Busan ont
ont
un
caractère
volontaire
pour
les
Nations
émergentes
comme
la
Chine,
l'Inde,
le
Brésil
et
d'autres
économies

émergentes.

La
déclaration
reconnaît
à
cet
égard
«l
,

engagement
différentielle

»
de
ces
nouveaux
donateurs,
a
expliqué
dans
un
communiqué
de
presse
Publish
What
You
Fund,
qui
fait
partie
de
la
plateforme
ouverte
de
Better
Aid.

Au milieu d'une pression croissante, Beijing était réticent à rejoindre le club des principaux donateurs, selon le *Korea Times*.

Points en faveur et contre

« Cette conférence est devenu un dialogue entre les donateurs du Nord et du Sud sur quel type d'aide, ils veulent fournir, pas sur les besoins des plus pauvres du monde », a déclaré Adams, d'Oxfam. Mais l'accord « maintenant engage plus de pays et les rend responsables de leurs actions, » a dit.

Mercredi dernier, la Secrétaire d'état des États-Unis, Hillary Rodham Clinton, a averti aux pays en développement qu'elles soient «acheteurs intelligents » et d'être prudents avec certains pays donateurs qui pourraient être plus intéressés dans l'extraction des ressources naturelles que dans la promotion du développement, selon l'AFP Agence de presse.

Sans identifier la Chine, Rodham Clinton a exhorté les pays en développement à éviter la « solution miracle » qu'à court terme

comble
les
trous
dans
le
budget,
mais
sans
leur
fournir
des
bénéfices
à
long
terme,
a
ajouté
l'Agence
française.

« Des conditions favorables » sont nécessaires pour la société civile

Le document final a été signé par les chefs d'État, les ministres, les parlementaires et les autres
représentants
des
pays
en
développement
et
industrialisés,
des
délégués
des
institutions
multilatérales
et
bilatérales
et
des
différentes
organisations

de
la
société
civile,
des
entreprises,
locales
et
régionales.

Les engagements des gouvernements et des organismes donateurs sur les conditions de travail
d
es
militants
n'ont
pas
été
définis
avec
précision,
dans
des
temps
ou
dans
de
nombreux
pays
du
monde
une
vague
répressive
avance
sur
la
société
civile,
a
ajouté
dans
un
communiqué
de

presse
du
Open
Forum.

« Les gouvernements devraient reconnaître non seulement les OSC comme des acteurs sociaux mais aussi comme des acteurs politiques dans la démocratisation de nos sociétés, »
a
signalé
Ruben
Fernandez,
de
l'Association
latino-américaine
des
organisations
de
promotion
(ALOP).

Déception sur la question de genre

Le Forum de Busan n'a pas réussi à établir une approche basée sur les droits, ni s'assurer que l'aide bénéficie aux

pauvres,
surtout
les
femmes
et
les
enfants,
dans
des
pays
fragiles
comme
la
Somalie,
le
Haïti
et
la
Côte
d'Ivoire,
a
remarqué
BetterAid.

L'ONU estime que les femmes sont plus de 70 % de la population pauvre du monde. « L'auto
nomisation
des
femmes
est
beaucoup
plus
que
les
utiliser
comme
moteurs
de
croissance.
»
Ce
document
ne
reconnaît
pas

les
droits
des
femmes
",
a
déclaré
Kasia
Staszewska,
du
réseau
WIDE
et
de
BetterAid.
»

Des organisations de femmes dans le monde ont choisi de ne pas soutenir le Plan d'ensemble de l'action de Busan sur l'égalité de genre et le développement lancé par Rodham Clinton.

« Nous savons tous que l'augmentation du nombre de femmes sur le marché du travail peut être très rentable.
»
Mais
ceci
se
traduit

par
des
meilleurs
résultats
en
matière
de
développement
ou
des
droits
des
femmes
?
«
Pas
de
notre
expérience,
»
dit
Azra
Sayeed,
de
Roots
for
Equity,
une
organisation
du
Pakistan.

« Un régime fondé sur les droits devrait être établie en dialogue avec les organisations de droits
de
la
femme
et
les
défenseurs
de
l'égalité
de
genre

»,
coïncide
Katia
Uriona,
membre
de
la
Coordinadora
de
la
Mujer,
en
Bolivie.

" Nous avons entendu beaucoup de choses sur le potentiel de croissance économique des femmes, mais rien sur assurer un travail décent, droit de propriété sur les terres et les ressources, ou la modification des systèmes économiques et sociaux qu'appauvrissent et discriminent les

femmes,"
a
déclaré
Kate
Lappin,
du
Forum
Asie-Pacifique
sur
les
Femmes,
Droit
et
Développement.

Plus de transparence est également nécessaire

Les donateurs ont fait des progrès significatifs vers la transparence nécessaire pour s'assurer
que
l'aide
ait
le
meilleur
impact
possible
dans
l'avenir,
a
déclaré
dans
un
communiqué
de
presse
Publish
What
You
Fund.

Le groupe a signalé qu'avant et pendant le Forum à Busan, 26 donateurs ont publié des infor

mations
sur
leurs
frais
d'aide,
y
compris
la
Banque
Asiatique
de
développement,
le
Programme
des
Nations
Unies
pour
le
développement
(PNUD),
le
bureau
des
Nations
Unies
pour
les
services
de
projet,
la
Banque
interaméricaine
de
développement,
le
fonds
International
pour
le
développement
et
l'Agriculture
(FIDA)
Espagne,

Suède,
Finlande,
États-Unis
et
Canada,
qui
représentent
ensemble
plus
des
trois
quarts
de
la
circulation
mondiale
de
l'
,
aide.

Les donateurs ont convenu d'aligner leur aide à des conditions et institutionnalisation des pays
bénéficiaires
et
d'accélérer
leurs
efforts
pour
supprimer
les
conditionnalités
de
leurs
contributions.
En
outre,
ils
ont
réitéré
leurs
promesses
d'aide
plus
prévisible

et
réduisent
la
fragmentation
et
la
prolifération
des
canaux.

Critiques à l'Union européenne

L'UE contribue de 50 % de l'aide du monde, mais n'a pas montré de leadership à Busan, selon
de
s
organisations
de
la
société
civile
qui
ont
participé
au
Forum.

« L'Union européenne était un fantôme, », a souligné Justin Kilcullen, président de la Confédération
européenne
des
ONG
pour
l'
,
aide
et
le
développement
(CONCORD)
lors

d'une
conférence
de
presse
à
Busan.
«
Alors
qu'ils
fournissent
53
milliards
d'euros
en
aide
pour
le
développement
chaque
année,
l'UE
a
laissé
|
,
accord
de
côté
pour
contempler
son
agenda
géopolitique
».

Pour sa part, le porte-parole pour Oxfam, Farida Bena, a déclaré: « Il est temps de faire que l'
aide
de
l'UE
soit

meilleure,

pas

pire.

»

«

Nous

sommes

extrêmement

déçus

par

l'absence

de

dirigeants

des

institutions

européennes

».